

## L'INVENTION DU FUTUR, SES LIMITES

### L'avenir professionnel des jeunes vu d'un village du Sud Cameroun

Michel AGIER

Sociologue ORSTOM, 213, rue La Fayette, 75010 Paris

#### RÉSUMÉ

Après une présentation du village de Bipindi, au Sud-Cameroun, caractérisé par l'importance de la production cacaoyère, de la scolarisation et de l'émigration vers les villes de la région, ce texte étudie les projets professionnels de la jeunesse du village à partir d'une trentaine de rédactions d'élèves du CM<sub>2</sub> sur le thème : « Quel métier aimeriez-vous faire après vos études et pourquoi ? » dont les plus significatives sont présentées et commentées. Ces projets d'avenir montrent l'importance du changement des consommations dans le changement professionnel, la double référence des jeunes villageois à un ailleurs (urbain) mythifié et à leur village, enfin l'extériorité du travail salarié par rapport à la vie sociale villageoise de référence.

MOTS-CLÉS : Migrations — Représentations — Salarial — Sud Cameroun — Travail — Village.

#### ABSTRACT

FUTURE'S INVENTION, ITS LIMITS. THE PROFESSIONAL PROSPECTS OF THE YOUTH FROM A SOUTH CAMEROON VILLAGE

After a presentation of a South Cameroon village — Bipindi, characterized by the importance of cocoa production, the schooling and the emigration towards the towns of the region — this text is studying the professional projects of this village's youth, from about thirty essays written by pupils of CM<sub>2</sub> about the following theme: "Which occupation would you like to be in after your studies? And why?". These future projects show the importance of the consuming habits' changes in the professional changes, the double reference to a (urban) mythified "somewhere else" and to their village, and then the exteriorisation of salaried work compared to the social life in the village which is referred to.

KEY WORDS : Migration — Representation — Salaried class — South Cameroon — Work — Village.

Ceci n'est pas une enquête sur la jeunesse d'un village du Sud-Cameroun.

C'est une étude de la construction, par une société, des projets de sa jeunesse villageoise. Enfants scolarisés et adultes producteurs sont sujets d'une logique qui induit, autant que les pratiques présentes, les projets d'avenir; l'actuel et le pensable. La question est d'identifier cette ou ces logiques : villageoise? urbaine? rurale? industrielle? lignagère? de classe?

Les projections dans l'avenir que sont les rédactions d'élèves du CM<sub>2</sub> du village de Bipindi, au sud-Cameroun, en réponse à la question : « quel métier aimeriez-vous faire après vos études et pourquoi ? », ces projections sont un moyen, d'une part, d'identifier la société dans laquelle vivent ces enfants, le terme

de « société » étant à prendre *a priori* au sens le plus large et neutre, puisque l'univers de référence des enfants décrivant leur avenir imaginé va de la maison familiale au monde entier... D'autre part, elles permettent de repérer les différents éléments de la représentation d'une trajectoire sociale pensable chez des enfants de 10 à 15 ans qui traduisent, avec plus ou moins de lyrisme, les références dont ils disposent pour imaginer leur avenir et leurs rapports futurs au monde du travail.

#### Bipindi, village extraverti

Situé à la pointe sud du pays Bassa, le village de Bipindi a été fondé par des familles Elog Mpo (dit

« Bakoko ») du lignage *Log Ndiga* venues, probablement à partir du début du XIX<sup>e</sup> siècle, de villages situés plus au nord, d'une région entre Eséka et Edéa. Cette migration depuis les lieux d'origine (vers *Ndog Bessol*, qui est aussi le nom du clan d'appartenance du lignage fondateur) a duré jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, se heurtant à la population Nguumba légèrement plus au sud de Bipindi. L'arrivée des Allemands, l'installation de leur colonie au Cameroun en 1884, a fixé cette population dont le projet, selon les vieux du village, était de poursuivre jusqu'à l'Océan...

Rangé autour d'un carrefour au cœur de la vaste forêt du Sud Cameroun, et au bord du fleuve Lokoundjé, Bipindi est, depuis les premières heures de la colonisation allemande au Cameroun, touché par la commercialisation de l'agriculture et par la présence européenne. Celle-ci a connu une histoire originale du fait de l'installation dans le village d'un planteur allemand.

Ancien administrateur colonial, Georg ZENKER s'installa à Bipindi en 1896 et y demeura jusqu'à sa mort en 1922, en laissant au village trois descendants, nés d'une Togolaise et d'une *Ewondo* (connues lorsque ZENKER était chef du poste allemand de Yaoundé, entre 1889 et 1895). Il fit construire, à la sortie sud du village, une somptueuse maison à étage, d'une belle architecture coloniale, entourée de nombreuses dépendances, et habitée actuellement (bien qu'en assez mauvais état) par son petit-fils, Félix ZENKER. Botaniste, naturaliste et ethnologue, « savant libertaire un peu bohème et non conformiste » (LABURTHE-TOLRA, 1970 : 11), Georg ZENKER fut aussi l'initiateur de la culture du cacao à Bipindi (il fit également des plantations de café et d'hévéa, qui aujourd'hui n'existent plus). Plus encore, il fut, selon Philippe LABURTHE-TOLRA, « le premier dans le sud-Cameroun à commercialiser le cacao, qui jusque là, n'était cultivé qu'à titre expérimental à Victoria » (ibid.). Batoum Ba Nouk, un vieux villageois, confirme : « Zinker laissa le cacao partout où il est passé. Lorsqu'il s'établissait quelque part, il engageait un indigène. Quand on plantait du cacao dans la région, cela prouvait qu'on était son employé ». En cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la création des plantations allemandes (de cacao, tabac, hévéa, notamment) suit de très près la création de la colonie allemande; la première plantation (WOERMANN et JANTZEN-THORALEN) fut créée en 1885. D'autres suivirent et en 1913, le Sud-Cameroun comptait 22 000 hectares plantés et un total de 115 000 hectares concédés aux planteurs européens qui, au nombre de 147, faisaient travailler 13 000 personnes (cf. KAPTUE, 1978), délimitant une zone qui fut nommée le « Cameroun utile » et qui, partant de Victoria et Nkongssamba, formait un croissant le long de la côte camerounaise jusque vers Kribi et Campo (voir fig. 1).

La présence européenne dans le village ne s'arrêta pas avec la mort de ZENKER en 1922, puisque Bipindi comptait parmi ses habitants, avant l'Indépendance, trois commerçants européens tenant boutique de produits importés dans le village. « *Les Blancs vendaient du stock fish (poisson séché en conserve), du tabac, des machettes, des boîtes de conserve, des lampes à huile et à pétrole et beaucoup d'autres articles. Nous leur vendions de l'huile de palme et des palmistes. Ils exportaient ces marchandises vers l'Europe* » (Batoum Ba Nouk, Bipindi). D'anciennes constructions « en dur » et d'une architecture coloniale (notamment celle de la mission catholique), témoignent de ce passé marqué par la présence européenne.

Les anciennes limites du « Cameroun utile » sont, à quelques nuances près, celles du dispositif productif côtier actuel, organisé autour de Douala (1 million d'habitants) et de son port. Les principaux pôles de cet ensemble sont, outre les zones industrielles Bonabéri et Bassa de Douala, les grandes plantations du sud-ouest (CDC et PAMOL), la zone d'Edéa avec ses deux grandes usines (ALUCAM pour l'aluminium, GELLUCAM pour la pâte à papier) et, autour de la ville, les grandes plantations de palmiers et d'hévéas (SAFACAM, SOCAPALM, SPFS), plus au sud enfin, près de Kribi, la nouvelle plantation d'HEVECAM, vaste projet gouvernemental.

Les complexes agro-industriels du Cameroun, dont la plupart se trouvent dans la zone côtière, regroupent actuellement 45 000 salariés. Dans tout le sud, le littoral et, depuis une dizaine d'années, l'est du pays, une soixantaine d'exploitations forestières (avec ou sans scieries) emploient 15 000 salariés environ. L'industrie et les travaux publics employaient, en 1982, près de 85 000 salariés (24 % du total des salariés) travaillant pour la plupart dans la zone côtière et forestière (voir fig. 1).

Par sa situation géographique, Bipindi se trouve inséré dans ce dispositif productif agricole et industriel. La région d'Edéa est à 100 km du village; Kribi, entourée de scieries et d'exploitations forestières, est à 60 km; Eséka et ses emplois dans les plantations et les forêts est aussi à une soixantaine de kilomètres; à peu près à la même distance, mais vers le sud-est, le nouveau complexe d'HEVECAM employait, en 1982, 2 250 salariés et logeait 6 000 personnes dans six campements plantés dans un espace rural au départ presque vide (2 à 3 habitants au km<sup>2</sup> avant la création d'HEVECAM, contre 16,5 hab/km<sup>2</sup> pour l'ensemble du Cameroun).

Les populations parsemées dans la forêt dense du Sud-Cameroun sont regroupées le long des axes routiers. La forêt a été délaissée au début du siècle par la plupart de ses habitants du fait des regroupements de population le long des routes, organisés par l'administration coloniale. C'est entre 1906 et

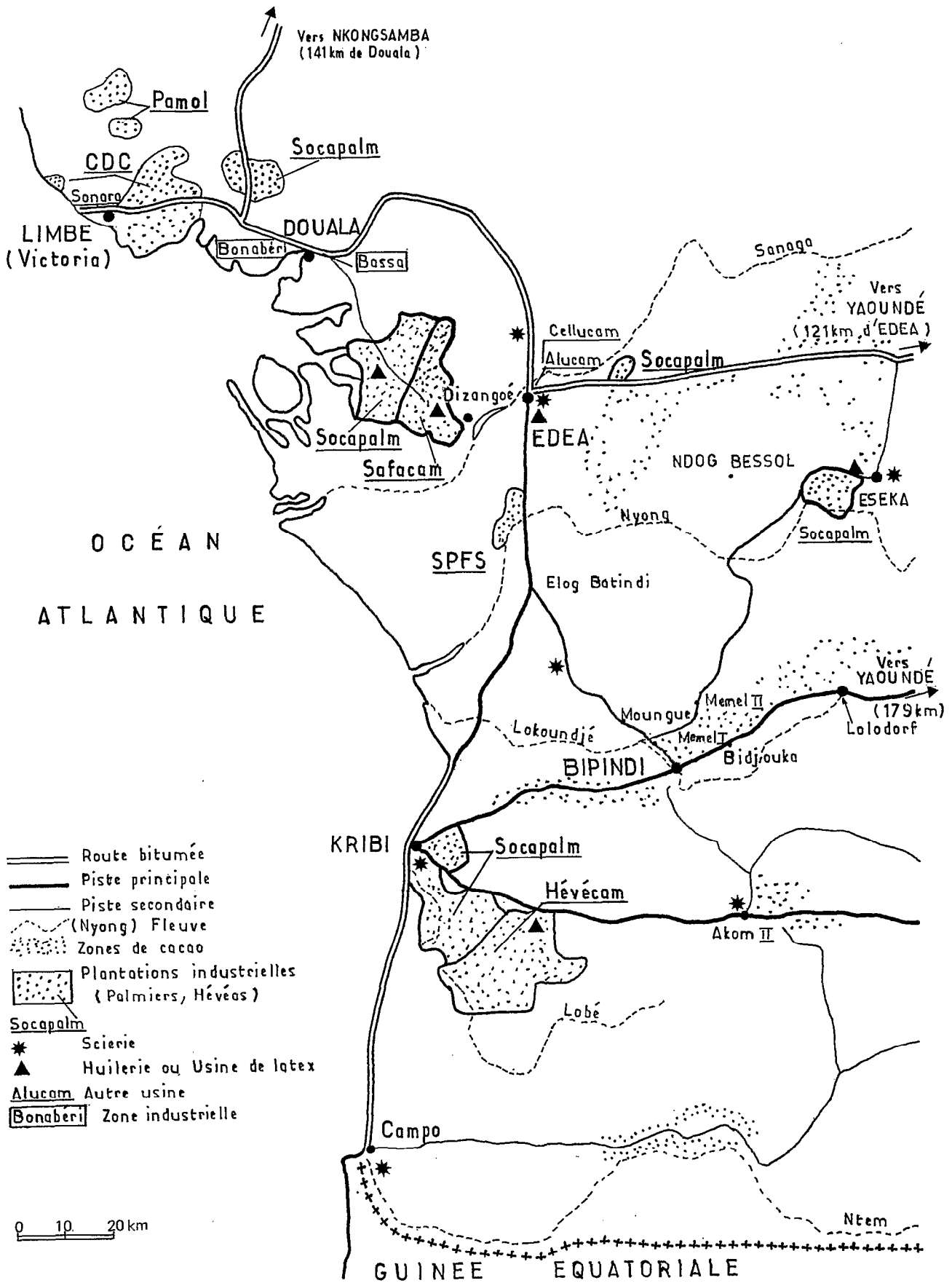


FIG. 1

1910 que les premières exploitations forestières s'installent dans la région, se développant davantage après 1960. Toute la forêt entourant Bipindi — le village lui-même situé à un carrefour de trois routes (vers Elogbatindi et Edéa, vers Kribi, vers Lolodorf et Yaoundé) — est ou a été concédée aux exploitants forestiers. On trouve encore dans Bipindi même les traces d'une ancienne scierie, sa scie, son garage et quelques restes du campement où logeaient les ouvriers avant que la société, la SAFOR (Société Africaine de Forêt), ne disparaisse en 1977. On raconte au village que le patron européen de cette entreprise se serait enfui par la forêt vers le Gabon voisin, sans payer ses taxes ni leur dernier salaire aux ouvriers.

Pour compléter la description de cet environnement économique du village de Bipindi, il faut noter la présence, à 200 km, de Douala, capitale économique et centre d'emplois salariés nombreux (79 % des hommes déclarant un emploi sont salariés), ainsi que, au nord, celle de Yaoundé, capitale politique du Cameroun, à peu près à la même distance.

En février 1982, un dénombrement administratif comptait 553 habitants à Bipindi, dont 121 hommes adultes, 149 femmes adultes et 283 enfants. Soit un sex-ratio, parmi les adultes, de 123 femmes pour 100 hommes. Chef-lieu du « groupement Bassa » (canton formé avec les villages de Mémel I et II et Moungué), Bipindi est aussi le siège du poste agricole qui rayonne sur les villages de Mémel I et II, Bipindi, Moungué et Bidjouka (voir fig. 1). Ce secteur agricole compte 3 265 habitants dont 1 400 hommes et 1 865 femmes (133 femmes pour 100 hommes), 900 exploitations et 1 650 actifs agricoles. On a ainsi des moyennes de 3,6 personnes et 1,8 actif par exploitation (d'après le rapport semestriel du Poste agricole de Bipindi, 1982).

Depuis bientôt cent ans, le cacao est la principale source de revenus du village. Les cacaoyers occupent 63,4 % de la surface cultivée du secteur agricole de Bipindi (3 550 ha au total), le reste étant cultivé en produits vivriers. Les revenus tirés de la commercialisation du cacao représentaient, en 1980-81, pour l'ensemble du secteur de Bipindi, 90 000 000 de francs CFA, soit une moyenne de 100 000 francs CFA par exploitation. Un planteur peut faire 1 à 2 tonnes de cacao par campagne, soit un revenu brut annuel entre 250 000 et 500 000 francs CFA (pour comparaison, les revenus annuels qu'un agriculteur du Nord-Cameroun — Lara Kaélé par exemple — peut tirer, en 1981-82, de la culture du coton, vont de 5 000 à 50 000 francs CFA). Les

productions vivrières sont également sources de revenus puisque, en 1980-81, 51,4 % de la production vivrière du secteur a été commercialisée, principalement vers Kribi et ses environs. Le manioc, le macabo, la banane plantain et l'igname sont les principaux produits vivriers cultivés.

L'importance de ces revenus agricoles permet un fort investissement dans la scolarisation et la migration. Bipindi compte deux écoles primaires (celle de la mission catholique et l'école publique). L'arrondissement de Lolodorf, dont fait partie le village de Bipindi, a un taux de scolarisation des enfants de 10 à 14 ans de 97 % alors que dans la même tranche d'âge, le Cameroun compte en moyenne 21,4 % d'analphabètes (1). Le faible taux de masculinité chez les adultes du village (81 hommes pour 100 femmes) et plus encore du secteur agricole de Bipindi (75 hommes pour 100 femmes) est un indice de l'importance de l'émigration. Celle-ci se fait principalement vers Kribi, Edéa et Douala. Il s'agit fréquemment de migrations de jeunes poursuivant une scolarité commencée au village. Ainsi, un originaire de Bipindi a quitté le village à 10 ans, en 1963, envoyé à Edéa chez son aîné (de même père, planteur resté au village), l'aîné étant à cette époque ouvrier d'électrolyse à l'usine d'aluminium ALUCAM depuis cinq ans. Le jeune homme a passé un CAP d'électricien au collège technique d'Edéa puis a été embauché à son tour à ALUCAM en 1973. Un autre fils du même planteur est employé de banque à Douala. Les emplois des émigrés de Bipindi sont assez souvent qualifiés : agent de maîtrise à CELLUCAM (Edéa), comptable à Kribi, magasinier à Douala, etc. Le village compte aussi parmi ses originaires un professeur de philosophie à l'Université de Yaoundé, mais également quelques travailleurs à emplois instables dans les plantations ou les entreprises forestières de la région.

A Douala, Edéa, Kribi et Yaoundé, une association des originaires de Bipindi regroupe les ressortissants du village. Par diverses formes de cotisation et d'entraide, cette association aide à l'insertion des jeunes migrants dans la ville : aide financière aux écoliers, organisation d'épargnes tournantes (« Ndjanguï »), aide à la recherche d'emplois, etc. Par ailleurs, cette association collecte des fonds parmi les citoyens, qui sont ré-investis au village. Entre autres réalisations, l'association a financé la construction d'une salle des fêtes dans le but d'animer le village et d'y attirer un peu sa jeunesse. Le président de l'association à Douala a le projet d'acheter un projecteur de films pour animer Bipindi et les villages alentour.

(1) Avec de fortes disparités régionales : 56,7 % d'analphabètes parmi les 10-14 ans dans le Nord, contre 2,3 % dans la région du Centre-Sud où se trouve Bipindi.

Que ce soit par la *mémoire* d'un salariat dont les traces sont encore inscrites sur l'espace villageois, ou par la présence *actuelle* du salariat des émigrés dans les différents points de l'ensemble économique côtier et dont les répercussions financières et le poids social sur le village sont manifestes, que ce soit par la source urbaine des revenus agricoles (du fait de la commercialisation du vivrier à Kribi) ou par la source étatique et internationale des revenus les plus anciens et les plus importants du village, ceux du cacao (les cours mondiaux du cacao et la caisse nationale de stabilisation des prix agricoles donnent sa valeur marchande au travail du cacaoyer), de tous ces points de vue il ressort que la reproduction économique du village se réalise, directement ou indirectement, hors de lui, et, pour une large part dans les villes et les centres d'emplois de la région côtière.

#### « Et les ampoules éclaireront le village... »

Esquisses de délires mégalomanes à vocation villageoise, vision bien rangée d'une insertion professionnelle plus familiale que sociale, réalisation imaginaire d'une harmonie réussie entre le travail salarié et des activités lucratives non salariées, et presque en permanence l'obsession de l'argent, les projections dans l'avenir de ces futurs-pilote d'avion, électricien, musicien et maçon, prêtre, sage-femme et infirmière, Président du Tribunal et « garde-clé de la banque centrale du Cameroun », renvoient les images qu'ils peuvent renvoyer et offrent ainsi une lecture possible du monde des adultes producteurs et reproducteurs qui fournissent aujourd'hui à leur jeunesse les références sociales, économiques et idéologiques de la reproduction de leur société dans le proche avenir.

Trente et un élèves de la classe de CM2 de l'école de la Mission catholique de Bipindi ont fait une courte rédaction pour répondre à la question « *quel métier aimeriez-vous faire après vos études et pourquoi?* ».

Les réponses donnent une majorité écrasante de métiers non-agricoles. Parmi les garçons, quatre sur 18 veulent être agriculteurs. Trois enfants veulent être prêtres (il s'agit de l'école de la Mission). Les onze autres ont des ambitions tout à fait hors du village (outre les métiers déjà cités plus haut, d'autres veulent être : commerçant en ville, médecin, chauffeur, menuisier, comptable). Cependant leur description, comme on va le voir, nous ramène toujours au village.

Parmi les treize jeunes filles ayant composé, une veut être cultivatrice, quatre veulent être infirmières, trois sages-femmes, trois couturières, une « ménagère » et une « surveillante générale des collèges ».

#### DU VILLAGE A DOUALA

##### Sage-femme

« *Après mes études, je préfère être sage-femme, pour soigner mes parents, mes frères et bien d'autres personnes. Toutes les fois que je viens pour les vacances chez moi, une personne a mal quelque part, je la soigne. Après avoir regardé avec mon appareil, je lui donne les remèdes. Là, ils ne payent plus les remèdes comme ils les payent à Bipindi parce que c'est leur enfant même qui a les remèdes. Tout le monde qui toujours vient me voir, il dit: ' Mon enfant, je viendrai là-bas aujourd'hui pour que tu me regardes cet œil '.*

*C'est bien ce travail; ma famille serait contente ».*

L'emploi projeté est tourné vers le domaine familial. Être « sage-femme » (en fait, infirmière dans la description) « pour soigner mes parents, mes frères et bien d'autres personnes » qui ne paieront plus les médicaments (remèdes) « parce que c'est leur enfant même qui a les remèdes ».

D'une manière générale, mis à part le cas de quelques jeunes filles voulant être couturières ou surveillantes générales de collège, toutes les autres envisagent des emplois tournés vers le monde domestique. Comme leurs mères, leurs sœurs, ou elles-mêmes, qui cultivent et préparent les aliments pour la maisonnée et ont la charge des enfants. A Bipindi, les hommes cultivent le cacao, défrichent et recueillent le vin de palme, les femmes cultivent le vivrier. Les jeunes filles voient leur avenir à l'image du présent de leurs aînées, dans l'univers intérieur (dans le village, dans la maison) de la reproduction biologique (procréer, soigner, protéger, nourrir). Leurs projets professionnels sont largement subordonnés à cette représentation de leur position sociale. Ainsi, une élève veut être couturière « *pour coudre les habits de mes sœurs, de mes frères et de mes parents... et après la couture, j'irai en mariage* ». Une autre pense que lorsqu'elle sera infirmière, « *les gens de mon village (seront) contents, surtout ma famille* ». Une troisième sera cultivatrice « *pour travailler à la maison... pour aider mon père et ma mère, ... (parce que) ma famille ne doit pas mourir par la famine, ... pour planter les vivres* ». Et celle qui veut être « surveillante générale des collèges », projet professionnel le plus tourné vers l'extérieur, envisage elle-même de « *venir distribuer (l'argent) à mes parents et j'achèterai les choses à mes petits frères et petites sœurs* ».

Une nuance importante est cependant apportée à cette représentation assez homogène de l'avenir professionnel féminin centré sur la vie familiale, par ce bout de phrase, tirée de la première rédaction citée : « *Toutes les fois que je viens pour les vacances chez moi* ». C'est à l'évidence une phrase de future émigrée...

### Planteur

« Après mes études, je voudrais être planteur. Parce que quand je suis planteur, je reste là au village pour travailler mon cacaoyer. Tous les matins je pars au champ pour défricher mon champ de cacao. Après avoir fini de défricher mon champ, je commence à cueillir mon cacaoyer. Quand je finis de sécher mon cacao, je charge mon cacao dans le sac. Quand c'est le jour du marché, je m'en vais vendre mon cacao au marché. En quittant le marché, je fais les comptes de mon argent. Dans mon cœur, j'ai fini de tracer mes plans de ce que je dois faire avec mon argent. Personne ne me commande sur mon argent. Je m'en vais à Douala pour acheter l'armoire qui m'avait intéressée là-bas. Et j'achète aussi la radio-cassette, le grand modèle ».

C'est une des quatre rédactions dans lesquelles l'enfant veut travailler la terre.

C'est d'abord pour rester au village. Puis le cycle du cacao se déroule, clairement décrit : la production, la commercialisation sur le marché de Bipindi; enfin le revenu tiré du cacao part à Douala dans l'achat de produits importés. Ce projet illustre une certaine similitude dans les mécanismes de la mise au travail salarié et de l'incitation à la commercialisation de l'agriculture. Comme on le verra plus loin, l'Administration est intervenue très tôt pour inciter au travail dans les entreprises coloniales (industries, mines, forêts, plantations, travaux publics). Pour attirer et garder la main-d'œuvre dans ces entreprises, l'Administration voyait comme solution « de pousser l'indigène à dépenser son argent pour chercher à en gagner. Pour cela il fallait importer davantage de produits manufacturés, exposer l'indigène à différentes tentations qui l'amèneraient à rechercher du travail pour avoir de l'argent ». (KAPTUE, 1978 : 171). Entre 1945 et 1948, l'Administration créa ainsi 180 économats, lieux de vente de produits importés en différents points du pays, assez accessibles pour que s'y dépendent les salaires et s'y crée la nécessité de leur renouvellement. Douala, par son port où arrivent tous les produits de l'extérieur, est le lieu le plus important de diffusion des objets manufacturés au Cameroun et joue un rôle identique à celui des économats coloniaux pour motiver les planteurs de cacao, actuels et futurs.

### REPRÉSENTATIONS DU SALARIAT

#### L'État employeur

« Après la fin de mes études, j'aimerais être Président du Tribunal. Je préfère ce métier. Je serai riche. Mon métier, quand il s'agit de travailler, je juge les affaires, je condamne les tueurs, les malfaiteurs, et les voleurs et puis je donne les amendes à ceux-là.

*Je les fous en prison des années et des mois. Avec l'argent payé par les condamnés et les malfaiteurs et les voleurs, c'est l'État qui est chargé de prendre cet argent, avec cet argent l'État me paye et paye aussi ceux qui travaillent à l'État, comme les préfets, les sous-préfets, les commissaires, directeurs, les capitaines et tous les autres qui travaillent à l'État ».*

L'État comme employeur... « tous ceux qui travaillent à l'État » sont, au Cameroun en 1979, 25 % des salariés. L'assimilation qui est souvent faite (et pas seulement chez les enfants) entre le salariat et le fonctionariat, même si elle n'est plus vraie qu'en partie, s'appuie sur des faits historiques certains : l'étatisation quasi-immédiate de la mise au travail salarié et l'intervention permanente de l'État dans les recrutements pour les entreprises, chantiers et plantations de l'époque coloniale. L'administration allemande prit rapidement le relais des colons pour organiser le recrutement des travailleurs : un *Office du travail* fut créé en 1909, expérience reprise dans les années 1930-1940 par l'administration française qui associa les notables locaux aux *Offices régionaux du travail* à partir de 1937.

La mise au travail salarié ayant été vécue, pour une très large part, comme le résultat d'une intervention de l'État colonial, le statut de salarié et celui de fonctionnaire sont fréquemment associés. Ainsi, un élève — qui veut être cultivateur au village — se réfère au travail des fonctionnaires : « *J'aimerais être cultivateur plutôt que d'être fonctionnaire* ». Il souhaite gagner de l'argent « *comme celui qui travaille au bureau* » sans pour autant « *aller me ventiler en ville* » (allusion aux bureaux équipés de climatiseurs ou de ventilateurs où l'on fait ce que, dans les différentes langues du Cameroun, au Sud comme au Nord, on appelle « le travail des Blancs »).

#### Travail salarié et non salarié

« Après mes études, j'aimerais être maçon parce que, quand je fais la maçonnerie, je gagne (de l'argent) et en gagnant cet argent, j'achète quelque chose qui aide toute la famille et, là, on gagnera une vie, parce que, en travaillant, l'argent qu'on me donne, je fais les économies. Quand j'ai beaucoup d'économies, je les prends et j'achète la scie à moteur. Avec cette scie on gagne beaucoup parce que quelqu'un peut venir demander qu'on lui abatte un champ. Après l'avoir abattu, il paye. Pendant tout ce temps, moi je continue toujours avec mon travail, et enfin je cherche toujours encore à acheter une moto, un vélo. Et enfin je continuerai mon travail et j'aurai toujours la vie ».

L'argent perçu dans le travail (principal) de la maçonnerie (salarié ou tâcheron?) sera accumulé

puis investi dans une activité répandue à Bipindi : la coupe des bois, « à son compte », avec une scie à moteur. Cela peut se faire par un contrat avec un agriculteur qui veut défricher son champ; cette activité permet aussi de vendre des lattes de bois à qui veut construire (exemple d'accord entre un commerçant de Bipindi et deux coupeurs de bois : 100 lattes pour 56 000 francs CFA). Ces activités lucratives à technique moderne s'organisent dans des structures lignagères dont l'efficacité est évidente dans le cas cité ci-dessus puisque les deux coupeurs de bois sont deux neveux, l'un maternel, l'autre paternel, du propriétaire de la scie et que c'est encore un allié qui fournit le terrain ou sont coupés les bois à revendre.

Dans sa rédaction, l'enfant envisage de faire les deux activités à la fois : maçon et scieur.

### *Un futur électricien*

*« Dès que mes études auront cessé, je choisirai un métier où je gagnerai un peu d'argent comme celui d'électricien.*

*J'entrerai à la SONEL puis j'apprendrai à installer les poteaux électriques et (placer l'électricité dans) les maisons des personnages qui me paieront de l'argent.*

*Je travaillerai à la SONEL parce que ce métier me plaît beaucoup. Je gagnerai plusieurs fois de l'argent. Quand j'aurai eu tant d'argent, je penserai aussi à construire chez moi, puis j'installerai aussi cette maison. J'achèterai un moteur Yamaha (groupe électrogène) qui donnera la force au courant et les ampoules éclaireront le village. Quand j'aurai construit, j'achèterai des boutures de cacao et je les planterai pour que, si un jour je suis retraité, je nourrirai ma famille avec la récolte de ce produit.*

*Je préfère ce métier parce qu'on gagne beaucoup d'argent. Ce métier est bon.*

Cet exemple renforce l'ambiguïté de la représentation du travail, déjà présente dans le cas précédent. Ici, l'élève veut devenir salarié d'une entreprise d'État, « sûre » et connue dans tout le pays, la Société Nationale d'Électricité. Mais la réalisation du travail, telle qu'elle est décrite, permet deux remarques; premièrement sur l'origine du salaire : ce n'est pas (ou pas seulement) l'État qui paye le salaire, ce sont les notables (les « personnages » chez qui il installera l'électricité); deuxièmement, l'utilisation du salaire : la vocation villageoise réapparaît quand l'enfant projette d'acheter un groupe électrogène, « et les ampoules éclaireront le village » (L'association des originaires de Bipindi à Douala, qui a financé la construction d'une salle des fêtes, l'a aussi équipé d'un groupe électrogène).

Enfin, nouveau retour au village et négation du salariat : Les revenus seront ré-investis dans la culture du cacao qui assurera la subsistance de la famille « si un jour je suis retraité » sans relever qu'il existe une Caisse Nationale de Prévoyance Sociale dont l'un des rôles est de fournir un revenu aux anciens salariés.

### L'AILLEURS ET LE RETOUR AU VILLAGE

La rédaction suivante est un délire parfait : Fantasma totalisant, elle part du village de l'enfant, Mémel I (voisin de Bipindi), qui se transforme en ville, elle s'envole à Paris puis revient à la maison. L'obsession de l'argent, déjà présente dans les rédactions précédentes, est ici criante et l'importance de la scolarisation apparaît clairement!

*« J'aimerais être un garde clé de la Banque centrale du Cameroun. Je préfère ce métier parce que je sais bien que je continuerai mes études jusqu'à atteindre un salaire supérieur et je sais que ce métier m'amènera à devenir grand savant dans tout mon village, Mémel I; et avec cet argent que je gagnerai, je pourrai construire de belles maisons à étages. Mémel deviendra une vraie ville à cause de mon savoir et vraiment je vous assure que je serai grand savant de mon village, j'aurai des voitures, des avions, des trains et bien d'autres choses, toutes les choses de la terre à moi et je serai connu partout, partout, jusqu'à Paris. Et cette richesse, je ne montrerai pas que je suis riche parce qu'ici, sur la terre, une personne pauvre n'aime pas l'écho de son copain (riche). Bien sûr que la personne humaine que tu fais entrer dans ta maison chaque jour (tu dois) le faire boire et manger...*

*Puisqu'on nous raconte souvent que « qui sème récolte ».*

fin de la rédaction

Le retour au village est plusieurs fois associé au départ du village, comme un couple inévitable, une idée de retour inspirée des pratiques présentes des migrants du village qui reviennent périodiquement, pendant leurs congés (cette image revient souvent dans les rédactions), ou envoient leurs enfants en garde ou pour les vacances scolaires chez quelque parent, investissent pour eux-mêmes (constructions de maisons « en dur ») ou pour les villageois.

Ainsi, un futur menuisier raconte, en employant le passé, sa biographie rêvée : Après avoir été, imagine-t-il, apprenti-menuisier chez un oncle au village, « je suis parti à Kribi pour continuer mon travail. J'ai loué une maison. Je gagnais. Je n'oubliais jamais mon oncle qui m'a fait du bien, comme je suis riche maintenant. Et je n'oubliais jamais l'homme qui m'a mis au monde ».

Un autre élève veut être pilote d'avion : « Je ne paierais pas l'avion pour aller dans un autre pays.

*Je verrais le Cameroun et tous les autres pays. Je serais bien payé par l'État ou un autre pays. Avec tout l'argent qu'on me paye, je construirais une maison de famille ».*

Rêve d'ailleurs encore et retour au village dans cette dernière rédaction, d'un élève qui veut être médecin : son travail l'amènera à soigner « les citoyens de mon pays et des autres pays ». Après ce détour qui lui permettra « d'avoir de l'argent en moi », « j'irai chez moi où j'aurai la retraite. Et je vais aller au village ».

#### CONCLUSION : LES JEUNES VILLAGEOIS ET LE TRAVAIL SALARIÉ

Ces quelques rédactions ou extraits de rédaction de jeunes villageois traduisent trois caractères principaux de la représentation de leurs rapports au domaine du travail :

Premièrement, elles montrent l'importance du changement des consommations dans le changement professionnel : le passage à l'agriculture commerciale, le départ vers la ville, l'accès au salariat sont conçus en association avec l'accès à des produits importés : motos, armoires, radio-cassette, automobiles, tous objets présents et bien identifiés dans les rédactions des élèves, sont des incitations à la dépense et donc à la valorisation marchande du travail. La nécessité de ces incitations confirme qu'il n'y a pas de génération spontanée de la valorisation marchande du travail mais que celle-ci est une réponse à des demandes exogènes de produits (incitant à la commercialisation de l'agriculture) ou de main-d'œuvre (incitant à la mise au travail salarié) et simultanément à des offres exogènes de consommations.

D'autre part, si la grande ville, et plus encore les pays étrangers, l'Europe ... ou Paris, représentent, bien les lieux qui concentrent tous les attraits, où se logent tous les rêves, avec au centre de ces représentations l'image mythique de la Banque, symbole de l'obsession de l'argent (et le métier de « garde-clé de la Banque centrale » de la dernière rédaction citée est, de ce point de vue, un concentré symbolique), l'idée de fuite que traduit cette représentation est associée à celle du retour (1). On retrouve là les comportements des adultes salariés qui, en maintenant des relations avec leur village, maintiennent des recours villageois en état de fonctionner. Les incertitudes, réelles ou imaginaires, concernant la stabilité de l'emploi ou la protection sociale renvoient toujours à la nécessité du village. Au

Cameroun, les ouvriers salariés les plus « intégrés » dans les entreprises capitalistes dépensent une part importante de leur salaire en redistributions familiales, en cotisations d'entraide dans des associations villageoises ou claniques et en déplacements vers leur village d'origine. Dans leurs rédactions, les élèves traduisent cette réalité ambiguë des adultes en imaginant des trajectoires dédoublées : associant la référence à un ailleurs mythifié et la référence villageoise.

Troisièmement, les représentations de l'État employeur comme celles faisant allusion aux rapports entre le travail salarié et non salarié mettent en évidence une double extériorité du travail salarié par rapport à la vie sociale quotidienne à laquelle se réfèrent les élèves, celle de leur village : le travail salarié est extérieur d'une part parce qu'il est introduit par l'État, émanation politique exogène et qui est lui-même l'employeur le plus important du pays ; et il est encore extérieur parce que, contrairement au fonctionnement du travail dans la référence domestique, l'activité productive est séparée du reste de la vie sociale : les relations dont elle est l'occasion, les temps et lieux d'effectuation, en font une « sphère » apparemment indépendante (voir quelques développements sur ce thème dans TERRAY, 1984). Le salariat a produit le clivage travail/hors travail. Les rédactions des jeunes élèves de Bipindi tendent à montrer qu'ils n'ont pas incorporé ce clivage « à l'état pur » dans leurs représentations du travail ; ils font de nombreuses associations et assimilations entre les activités salariées et non salariées et entre le travail et les relations extra-professionnelles : un électricien salarié de l'État mais rémunéré par les notables chez qui il installe l'électricité ; les fonctionnaires de la justice payés par les amendes des malfaiteurs qu'ils condamnent ; un maçon, salarié ou tâcheron, ré-investissant son salaire dans une activité indépendante spécifique au village, etc.

D'une certaine façon, ces inventions d'un futur idéal professionnel et social confirment, comme les pratiques des adultes auxquelles elles ne manquent pas de se référer, le caractère inopérant des approches évolutionnistes cherchant à dépister, par exemple, « une » classe ouvrière « inachevée » (en référence aux modèles occidentaux, eux-mêmes discutables) là où un monde du travail hétérogène se structure par la mise en situation dans le domaine professionnel de références sociales et culturelles produites pour une large part hors des cadres du travail et, pour beaucoup, dans les villages.

(1) Les lignes de fuite qu'on peut observer parmi les citadins de Douala se tracent dans une logique de représentations qui réfère en les dévalorisant, la condition villageoise puis celle des quartiers pauvres de Douala à un ailleurs imaginaire et lointain mais aussi incarné dans la capitale économique par quelques lieux de richesse et de pouvoirs occupés par les Blancs et une peu nombreuse bourgeoisie foncière et d'entrepreneurs camerounaise (cf. AGIER, 1984).

## BIBLIOGRAPHIE

- AGIER (M.), 1984. — Fort Gono, encore et toujours, *Autrement*, hors série n° 9, Capitales de la couleur : 108-114.
- KAPTUE (L.), 1978. — *Travail et main-d'œuvre au Cameroun sous régime français, 1916-1952, approche historique*, Univ. de Yaoundé, 331 p. multig.
- LABURTHE-TOLRA (P.), 1970. — *Yaoundé d'après Zenker*, présentation de Philippe Laburthe-Tolra, extrait des Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Yaoundé, n° 2, Yaoundé.
- SEDA, 1980. — *La zone côtière sud, Développement des cultures pérennes et aménagement*, SEDA, Yaoundé (3 vol.).
- TERRAY (E.), 1984. — Réflexions sur le statut du travail dans quelques sociétés non industrielles d'Afrique, *Sociétés*, déc. 1984, vol. 1, n° 2, Masson, Paris : 16-18.